

S'ENTRETENIR...

Le mot « entretien » possède assez d'acceptions pour susciter l'ambiguïté. Le verbe « s'entretenir », en revanche, signifie plus simplement « parler à quelqu'un, conférer sur un sujet », si l'on en croit Littré; parler à plusieurs, si l'on veut, à condition que le nombre n'excède pas trois intervenants, trois locuteurs: voilà pourquoi l'entretien est adéquat quand il ne s'agit pas d'un simple dialogue. L'idée de mettre en présence deux personnalités interrogées par un tiers ne change rien à l'idée qu'ils peuvent s'entretenir en toute liberté: le débat n'est possible qu'à ce prix.

Plus encore, pour que les causeurs s'entretiennent et manifestent quelque talent de conversation, faut-il, contrairement à l'idée reçue que l'on peut débattre de tout sans codes, que certains préalables soient réunis. Les plus pusillanimes estiment un peu vite que la chose n'est possible qu'entre beaux esprits; ce n'est pas qu'elle soit plus facile, elle est seulement plus agréable. Il en faut davantage pour que l'entretien ne soit pas d'une platitude navrante; l'esprit n'est rien sans l'écoute, sans une commune disposition à laisser l'autre s'exprimer pleinement, argumenter, réagir.

Raison pour laquelle, cette politesse élémentaire n'étant plus de mise, la majorité des pseudo-entretiens que dirige un journaliste n'est en fait que des interrogatoires. Non seulement, la plupart du temps, l'homme des médias ne laisse pas l'interrogé achever son propos, mais encore déforme-t-il ce qu'il vient

d'entendre sous prétexte de relancer la conversation. Il suffit d'un mot prononcé, isolé, pour que le fil soit coupé et que les arguments soient noyés dans l'ordre du discours. Tout se passe comme si celui qui interroge voulait seulement que l'on se souvienne de son intervention et non de la teneur des réponses. Et mieux vaut ne rien dire des commentaires immédiats qui suivent et qui tentent de nous faire comprendre ce que nous venons d'entendre. Il ne s'agit là nullement d'un entretien, mais d'un exercice, d'une mise en scène, d'une manière de faire sentir que le pouvoir appartient à celui qui questionne, bien plus qu'à celui qui répond.

Pour toutes ces raisons, et parce que je ne suis de surcroît pas journaliste, je me suis refusé à cette parodie ; j'ai préféré laisser la parole aller et venir, s'attarder, se préciser, hésiter parfois. L'art de la conversation n'est pas celui du formatage. Il arrive un moment où, dans l'ordre des sujets abordés, la parole se livre avec une telle liberté que rien ne doit la contraindre, la ralentir, l'occulter. Céder à la tentation revient à favoriser la langue de bois.

Cela étant posé, Edgar Morin et Tariq Ramadan étant deux intellectuels parfaitement conscients des préalables que suppose l'art de la conversation, infiniment respectueux de l'opinion d'autrui pour ne pas l'altérer ou la tronquer, nous avons pu échanger avec la bienveillance naturelle que présume l'entretien.

Les sujets souhaités, retenus, avaient été circonscrits sans exclusive ; la veille du rendez-vous, je dînais avec Edgar Morin qui en proposa d'autres, susceptibles d'accroître le champ des intérêts. Chacun accordait à l'autre la liberté d'ajouter encore, au fil des paroles, ce qui viendrait presque naturellement compléter l'échange. « La bagatelle, la science/Les chimères, le rien, tout est bon ; je soutiens / Qu'il faut de tout aux entretiens », écrit La Fontaine (Fables, X, 1). Outre les chimères, ce fut le cas. Un cadre large, englobant, pour commencer : la conception de l'homme, ou plutôt une direction, un socle de réflexion qui serve de base à une pensée qui s'élabore d'autant

plus solidement qu'elle est balancée par la parole de l'autre. De nombreux autres sujets vinrent s'agglomérer, choisis ou pas : l'éducation, l'éthique, le mystère, la religion, les sciences, la politique, bien sûr, la question palestinienne, la république multiculturelle, la laïcité, la notion d'intégration, d'identité, la globalisation, la tolérance, le respect, le populisme, le langage, l'espérance, la loi, le pardon... Liés les uns aux autres par l'ordre interne du discours, de la pensée de chacun, comme par les conditions mêmes de l'échange.

On ne parle jamais des conditions qui président à un entretien : Mitterrand recevant Elkabbach le 12 septembre 1994 pour une allocution télévisée demeurée célèbre ; le président de la République à bout de forces, sortant à peine de sa chambre où il était resté allongé en proie aux souffrances atroces dues à l'état d'avancement de son cancer ; le journaliste le croit moribond, s'étonne de voir le vieux politique trouver la force de lui répondre... Cas limite. Et d'ailleurs, ce jour-là, Mitterrand ne convainquit personne et l'affaire Bousquet allait pourrir la fin de son septennat.

Pour notre « entretien de Marrakech », les conditions étaient optimales. Aucune tension, un climat splendide, un lieu paisible et confortable, une fontaine, pas de fâcheux, de bruits parasites... Tariq, débarqué le matin de Londres, était à peine fatigué ; Edgar, en compagnie de Sabah Abouessalam, son épouse, affichait belle humeur (si habituelle chez lui), belle forme. Nulle appréhension, une empathie réciproque immédiate, une atmosphère détendue. Conditions idéales pour une première rencontre.

L'entretien se déroula sur deux jours, les 23 et 24 juin 2013. La première matinée se prolongea jusqu'au cœur de l'après-midi et c'est la faim qui nous fit arrêter l'enregistrement, craignant même qu'à cette heure le buffet de la piscine ne fût fermé ! De peu, de si peu qu'il nous fallut insister (à peine) pour être encore servis ; Tariq Ramadan étant à Marrakech plus connu et révérend qu'une star du rock, le buffet resta ouvert pour nous

comme par enchantement. L'entretien continua, hors micro, pendant que nous déjeunions et, soudain accablés par la chaleur, nous nous repliâmes l'après-midi dans un salon tranquille pour aborder avec une même liberté les sujets laissés en suspens.

Le lendemain, la cordialité devint amitié, chacun s'étonnant de trouver des convergences, une simplicité, une vérité non pas rares, mais consolantes. Et pourtant, dire la vérité revient à s'exposer, à devenir une cible – il n'empêche que ne pas se donner tel que l'on est, sans afféterie, sans facticité, empêche la parole d'être reçue avec autant de respect que la personne qui la porte. Aucun donc ne tricha. Pas une seconde. Quelquefois, je me suis non pas retiré, mais tu, ne souhaitant pas intervenir dans un débat où les arguments n'attendaient nullement d'être réamorçés par une remarque inutile. Le mouvement de la pensée n'a pas besoin d'un tuteur, d'un ressort extérieur pour continuer sa course, elle possède par elle-même les moyens de son avancée. Il importe seulement qu'à la lecture de cet entretien le lecteur prenne conscience que deux hommes apparemment si différents, pour appartenir à des univers de référence distincts, ne peinent aucunement à s'entendre (dans les deux sens du mot) et que, de cet échange fécond – admirable commercium! –, il ressort lui-même grandi, plus humain en somme, quand bien même ne partage-t-il pas les opinions défendues. L'essentiel est autant dans la qualité du propos que dans le respect qui anime ceux qui le profèrent.

Nous n'avions pas prévu de terminer ce très long entretien sur le pardon, mais le sujet, si intensément abordé et de manière si peu commune, s'imposa à nous de telle façon que nous avons choisi d'achever ainsi. Comme pour prolonger la conversation sur les raisons de l'espérance...

CLAUDE-HENRY DU BORD

DIEU ET LES HOMMES... ET LES FEMMES

CLAUDE-HENRY DU BORD : *Nous voici dans les jardins de la Mamounia. Edgar Morin et Tariq Ramadan ont accepté d'échanger sans a priori ni langue de bois. Nous avons choisi de ne pas segmenter le discours et de laisser la pensée aller son cours, privilégiant la spontanéité, plutôt qu'un dialogue de structure factice. L'ensemble des sujets abordés, fort éclectiques, pourrait l'être selon la méthode de la « pensée complexe » élaborée par Edgar Morin, c'est-à-dire en confrontant des idées qui, au lieu de s'opposer, entrent en dynamique les unes avec les autres.*

Edgar Morin, vous avez validé le projet préalable soumis par Tariq Ramadan, qui propose un assez large choix de notions, la première étant la conception de l'homme ; vous avez voulu compléter cette liste en lui adjoignant quelques thèmes supplémentaires : Dieu et la religion, la démocratie, la laïcité, l'homme et la femme, ces propositions n'étant ni exclusives ni définitives.

Avant d'entrer dans le vif du débat, je crois d'abord utile de rappeler que vous jouissez tous deux d'une grande renommée, à des titres divers. Sur votre nom, Edgar Morin, existe une sorte de consensus général. On peut dire que vous faites l'unanimité...

EDGAR MORIN : N'exagérons rien !

— *Je veux dire par là que l'intellectuel que vous êtes, quels que soient les clivages politiques – à l'exception de l'extrême droite –, est un homme écouté, même s'il n'est pas toujours compris. Le nom d'Edgar Morin est généralement respecté ; son œuvre, considérable, est référentielle. Je ne crois pas que ce soit le cas de Tariq Ramadan, qui, du moins en France, ne jouit pas de la même respectabilité. Il est à plus d'un titre diabolisé, écarté du discours public. Il suffit par exemple de citer le refus de Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, de le rencontrer et d'échanger avec lui¹. Quelles sont, d'après vous, les raisons de la renommée de l'un et de la « discrimination » de l'autre, voire de son exclusion de la part de certains journalistes ?*

E. M. : Les positions de Tariq Ramadan sur l'islam, très claires et très nettes, ont provoqué de vives réactions en France, où s'accroissent une répulsion et une incompréhension, voire une réduction de l'islam à ses minorités les plus violentes ou les plus fondamentalistes. Je crois qu'il pâtit, en quelque sorte, de ce climat général. Plutôt que de discuter avec lui, il a été souvent exclu, oublié du débat – sauf exception, bien entendu.

— *Tariq Ramadan, d'après vous ?*

TARIQ RAMADAN : Ce qui me paraît important dans la pensée d'Edgar Morin et dans son expression – qui n'est d'ailleurs pas simple, puisqu'elle est liée à la question de la complexité –, c'est que, pour ce que j'en connais, elle s'entoure en effet d'un certain consensus, même si certains pourront critiquer telle ou telle position politique ou

1. En mai 2013, Manuel Valls et Najat Vallaud-Belkacem ont annulé leur participation à un colloque organisé à Florence par l'Institut universitaire européen, invoquant la présence de Tariq Ramadan. Ils ne devaient pourtant pas débattre avec lui ni le rencontrer sur l'un ou l'autre des panels de discussion.

philosophique. Cela est dû, à mon avis, au fait qu'en abordant votre pensée on entre immédiatement en contact avec l'universel. Je veux dire par là que votre parole est perçue comme l'expression de l'universel, dont elle accepte les diversités avec une attitude toujours respectueuse.

Dans la tradition musulmane, d'où je viens, les choses sont différentes, surtout en France et pour bien des raisons. En Asie, en Amérique du Nord, en Afrique, au Moyen-Orient ou même en Angleterre, où je vis, mes interlocuteurs, dans leur immense majorité, me manifestent écoute et respect. En France, au contraire, je suis diabolisé. Cela ne tient pas forcément à ma personne, mais à ce que je représente sur trois plans. Le premier est celui de l'Histoire, car la France, vis-à-vis de la religion, a eu un contentieux qui dépasse de beaucoup l'islam. Le deuxième est celui de la colonisation : j'incarne, en quelque sorte, la voix de l'ancien colonisé qui vient s'exprimer comme citoyen à part entière, à part égale, et qui est perçu comme voulant un peu trop se placer dans l'universel (c'est là une profonde question de perception). C'est-à-dire, et c'est le troisième point, que je déplace les lignes en souhaitant me placer là où vous êtes et pouvoir dire, avec ma référence musulmane, que je n'exprime pas l'altérité mais la possible universalité commune, j'entends par là celle des valeurs qui nous sont communes. Or, en France, cela ne passe pas. Je bouscule des schémas historiques et des rapports à l'« autre » ; voilà quelqu'un, perçu comme « en marge », qui veut s'octroyer le droit de figurer dans le texte, donc au cœur du débat. Voilà en quoi nos parcours me paraissent complètement différents.

E. M. : Vous avez raison de parler du poids de la colonisation, en particulier en Algérie qui s'en est émancipée par la guerre. Il y a de part et d'autre un ressentiment non résorbé, une dépossession d'un état de supériorité du côté français. Je pense en outre que la question palestinienne est

un élément de cristallisation qui entretient dans le monde arabo-musulman la pensée qu'il y a une discrimination, deux poids et deux mesures. D'un point de vue pas toujours occidental, mais souvent français, cela tend à justifier l'idée que les mesures d'Israël à l'égard de la Palestine relèvent d'une défense de l'Occident. Ayant moi-même écrit que la question palestinienne était « un cancer » qui répand ses métastases sur le monde¹ – et pas seulement méditerranéen, puisque Jérusalem est un lieu symbolique pour des millions de musulmans, des millions de chrétiens et, quand même, quelques millions de Juifs –, il est donc évident, sur ce point, que le cancer demeure. Quand certains disent qu'il s'agit d'une question locale qui ne touche que quelques millions de Palestiniens et d'Israéliens, c'est occulter son aspect planétaire et universel.

T. R. : La question palestinienne est en effet essentielle. Mes prises de position sur ce sujet ont été l'une des raisons de ma diabolisation. On m'a souvent dit : « N'en parle pas, cela t'ouvrira certaines portes. » Je pense pourtant, comme vous, que la question palestinienne a un impact international et planétaire : il ne s'agit pas seulement du Moyen-Orient, le conflit a des répercussions jusqu'aux confins du monde, là où se jouent les relations entre les civilisations et entre les religions. C'est la raison pour laquelle je dis souvent à mes amis chrétiens : « N'en faites pas une question islamico-juive, formulez une position chrétienne ! » La question est politique et doit être abordée. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que toutes les voix religieuses s'expriment de concert et affirment clairement : « droits égaux pour toutes les religions » – en termes de reconnaissance des lieux saints et de la pratique. Le silence, sur cette question, serait très dangereux...

1. Edgar Morin, Sami Naïr, Danièle Sallenave, « Israël-Palestine : le cancer », *Le Monde*, 4 juin 2002.

— *Je me permets de vous rappeler un autre exemple historique, quelqu'un à qui cela a coûté très cher: Jean Genet...*

T. R. : Oui, c'est exact!

— *Ses prises de position en faveur de Yasser Arafat, dans les années 1980, lui ont fait payer son implication politique au prix fort. Je pense que les hommes que l'on accuse de faiblesse parce qu'ils prennent des positions nettes font en réalité des choix qui sont d'abord mal compris.*

T. R. : On paie le prix des positions que l'on a prises. Je l'assume et, sur ce point précis, il me paraît important de se situer sans ambiguïtés. Il faut pouvoir dire, avec force et détermination, que l'on refuse la violence, mais qu'il faut développer une pensée sur la justice car, tant qu'il n'y aura pas de justice, il y aura de la violence en aval. Sans un minimum de justice, on produit de la violence. Le silence complice qui accepte les injustices du conflit israélo-palestinien produit plus de violence que mon discours qui, dans les faits, est un discours critique et exigeant, fondamentalement orienté vers la paix.

E. M. : Vous avez parlé de la France. Il faut dire qu'il y a en France une quasi-ghettoïsation d'une grande partie de la jeunesse dont la famille, souvent décomposée, est d'origine immigrée. Ces jeunes sont rejetés, et l'on sait bien que les rejetés rejettent ceux qui les rejettent. On observe aussi des manifestations de haine mutuelle et des conflits qui s'aggravent, dans l'incurie des pouvoirs publics. Alors, si vous prenez les banlieues, si vous prenez la Palestine, si vous prenez la colonisation qui ne s'est pas effacée des mémoires, si vous prenez le complexe de supériorité du Français blanc à l'égard des anciens colonisés d'Afrique noire ou d'Afrique du Nord, vous obtenez cet ensemble d'incompréhensions qui, en partie, explique la situation dont vous parlez.

— *Le problème n'est-il pas plus violent? La France voudrait être un pays laïc, bien qu'elle peine à définir sa laïcité et même à la penser; elle ne cesse de l'amender, d'explorer de nouvelles pistes, d'y voir la panacée à tous les problèmes sociaux. Ne pensez-vous pas plutôt que la France a un problème avec le laïcisme?*

E. M. : Oui, c'est très juste. Je pense que le problème est double. Tout d'abord, pour ce qui est de la laïcité imposée par une France républicaine, au début du xx^e siècle, contre une France monarchique, réactionnaire et cléricale, on peut dire que la séparation de l'Église et de l'État, que la laïcisation de l'école ont été de grandes conquêtes de la République. Mais on peut dire aussi que la laïcité, durant toute une partie du xx^e siècle, a opposé dans les campagnes les instituteurs, porteurs de la raison, des Lumières et de la démocratie, aux curés porteurs de la régression cléricale et monarchique. D'où l'idée que tout ce qui est religieux comporte quelque chose de rétrograde, de superstitieux, d'erroné et d'illusoire. Bien entendu, on peut dire qu'en France la relation avec le christianisme a évolué, puisqu'il y a eu un christianisme de gauche, un christianisme démocratique et que le catholicisme est aujourd'hui différent de ce qu'il était en 1900.

— *Sans oublier une grande sécularisation...*

E. M. : Mais on peut dire que l'interprétation de la laïcité est devenue, dirais-je, fébrile et sectaire. Pourquoi? Parce qu'elle a perdu le contenu, si bien que l'on s'attache aux formes. Les racines de la laïcité, dans le fond, sont presque un objet du débat; c'est la pensée de la Renaissance, cette pensée interrogative qui s'est mise à interroger la nature, le monde, Dieu, l'homme, la société. Aujourd'hui, on se rend compte qu'il n'y a pas seulement le monde à interroger avec la raison, mais que la raison elle-même est l'instrument qui

doit être interrogé, un instrument qui présente des lacunes. Si vous voulez, la pensée laïque, telle qu'elle s'était formée en France, s'est *vidée*, parce que l'Histoire ne va pas automatiquement vers le progrès et que la raison a non seulement ses limites, mais aussi ses maladies, dénoncées du reste par des penseurs comme Theodor Adorno et Max Horkheimer... Par conséquent, cette laïcité vidée se raccroche à des formes extérieures telles que le voile, le foulard.

Je pense aussi que la laïcité française ne s'est pas régénérée à ses sources historiques, c'est-à-dire à l'interrogation, puisque l'une des qualités de la philosophie européenne, plus notamment française, à partir du XVI^e siècle, est d'être une interrogation permanente sur les fondements du monde, de la pensée et de la vérité. Cela s'est perdu dans la laïcité contemporaine, vous avez raison sur ce point.

T. R. : S'agissant de la laïcité et de son rapport au laïcisme, il importe de revenir à la Renaissance, aux sources de ce que fut l'humanisme et des idées qu'il a développées. À l'origine, l'idée de laïcité suppose la séparation des autorités, afin que le religieux n'ait pas le fin mot sur le politique, la diversité des croyances, préservant ainsi la liberté de penser et/ou de croire. Il s'agit donc de protéger un espace public fondé sur l'acceptation de la diversité et de l'universel. Avec le temps, certains en ont transformé l'essence. Ils ont pensé et réduit le processus de sécularisation à une attaque en règle contre le religieux et sa présence dans la société. Ce qui devait être l'institutionnalisation de la diversité religieuse par l'autonomie et la neutralité de l'État devient, pour ces intellectuels et ces politiques, un moyen d'écarter la visibilité du religieux de la vie publique. Autrement dit, où la raison s'installe, la religion ne doit plus avoir droit de cité. Nous sommes là en présence d'une espèce d'arrogance de la pensée philosophique et politique.

La laïcité, selon moi, est le processus historique de séparation de l'Église et de l'État, auquel j'adhère ; le laïcisme est l'idéologie qui use du moyen de la laïcité pour combattre le religieux. C'est une distorsion à laquelle je m'oppose. L'espace public, censément ouvert à la diversité, se referme dans le but de disqualifier la pensée religieuse : c'est un premier élément. Le second, c'est la perception de l'islam, dont la visibilité plus tardive semble remettre en cause la « neutralité » apparente de cet espace. C'est en disant : « Ces musulmans qui arrivent, ces nouveaux émigrés sont en train de faire revenir le religieux alors que l'on s'en était débarrassé. » De ce fait, la présence musulmane est perçue comme...

— ... comme trouble-fête ! D'autant plus que l'Église, par exemple, est aujourd'hui la première à se réjouir de la laïcité à la française.

T. R. : En effet.

E. M. : Je crois qu'il y a un point sur lequel vous exagérez... Il semble que vous confondiez l'anticléricalisme et l'athéisme militant avec le principe de laïcité. Bien sûr, beaucoup de laïcs ont pu être anticléricaux, voire athées. Moi-même, je ne puis croire aux religions révélées ni à un Dieu anthropomorphique, mais il est certain que le principe selon lequel la religion est affaire privée, l'État relevant d'autorités politiques elles-mêmes élues démocratiquement, est à mon avis un principe valable. Que derrière tout ceci il y ait une lutte historique, c'est une autre affaire, mais cette lutte n'était pas seulement celle des Lumières dissolvant la religion définie comme vérité reçue par révélation, c'était aussi celle du courant issu de la Révolution française – liberté, égalité, fraternité – qui s'est incarné dans la République, puis dans les partis de gauche, courant qui, sous un gouvernement de gauche et de centre gauche, a opéré la séparation de l'Église et de l'État. Ce n'est donc pas exactement la même chose...